



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition d'un équipement de photolithographie
double face compatible 6 pouces et ses accessoires**

Institut polytechnique de Grenoble
DAFA / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE cedex 1

Pour le CIME Nanotech

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales du contrat.....	4
1.1	Objet du contrat	4
1.2	Type de marché.....	4
1.3	Modalités de commande	4
1.4	Conditions d'attribution des bons de commande	5
2.	Pièces contractuelles.....	5
3.	Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4.	Protection des données à caractère personnel	5
5.	Durée et délais d'exécution.....	6
5.1	Tranche ferme	6
5.1.1	Durée du marché	6
5.1.2	Délais d'exécution.....	6
5.1.3	Prolongation des délais	6
5.2	Tranche optionnelle	7
5.2.1	Durée du contrat.....	7
5.2.2	Délais d'exécution.....	7
5.2.3	Reconduction.....	7
6.	Prix.....	7
6.1	Modalités de variation des prix de la tranche ferme.....	7
6.1.1	Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.1.2	Formule de variation des prix	7
6.1.3	Règle d'arrondis.....	8
6.2	Modalités de variation des prix de la tranche optionnelle.....	8
6.2.1	Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2.2	Modalités de variation des prix	8
6.2.3	Modalités d'application	9
6.2.4	Règle d'arrondis.....	9
6.2.5	Clause de sauvegarde.....	9
7.	Garanties Financières.....	9
8.	Avance	10
8.1	Conditions de versement et de remboursement	10
8.2	Garanties financières de l'avance	10
9.	Modalités de règlement des comptes	10
9.1	Échéancier de paiement.....	10
9.1.1	Tranche ferme	10
9.1.2	Tranche optionnelle	11
1.1.1.1	Pour les prestations de maintenance	11
1.1.1.2	Pour les fournitures commandées.....	11
9.2	Dispositions applicables en matière de facturation électronique	11
9.3	Délai global de paiement	13
9.4	Paie ment des cotraitants	13
9.5	Paie ment des sous-traitants	13
10.	Conditions d'exécution des prestations.....	13
10.1	Adresse de livraison :	13
10.2	Notification par le biais du profil d'acheteur.....	13
10.3	Stockage, emballage et transport :	14
10.4	Conditions de livraison :	14
10.5	Formation du personnel :	14
11.	Développement durable	Erreur ! Signet non défini.
12.	Constata tion de l'exécution des prestations de la tranche ferme.....	14
12.1	Vérifications simples	14
12.2	Vérifications approfondies	14
12.3	Décision après vérifications	14
13.	Constata tion de l'exécution des prestations de la tranche optionnelle	15
14.	Garantie des prestations	15
15.	Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	15

16.	Pénalités	15
16.1	Pénalités de retard	15
16.2	Pénalité pour travail dissimulé	15
16.3	Autres pénalités spécifiques	15
17.	Assurances	17
18.	Modification du contrat	17
18.1	Cession du marché	17
18.2	Évolutions réglementaires	17
18.3	Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles	17
19.	Résiliation du contrat	18
19.1	Conditions de résiliation du marché	18
19.2	Redressement ou liquidation judiciaire	18
20.	Règlement des litiges et langues	18
21.	Dérogations	18
22.	Annexe RGPD	20

1. Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'acquisition d'un équipement de photolithographie double face compatible 6 pouces et ses accessoires pour l'Institut polytechnique de Grenoble, au profit du CIME Nanotech.

Le périmètre est le suivant :

Offre globale	Tranche ferme	Acquisition d'un équipement de photolithographie double face compatible 6 pouces et ses accessoires
	Tranche optionnelle	Accord-cadre à bons de commande relatif à la maintenance de l'équipement de photolithographie et à la fourniture de pièces détachées
	PSE obligatoire n°1	Matériel nécessaire pour effectuer des expositions avec alignements face avant et face arrière pour des substrats de silicium diamètre 6 pouces
	PSE obligatoire n°2	Porte-substrat compatible mode « contact » et mode « vacuum » pour échantillon de type lame de microscope dimensions 75 mm* 25 mm

PSE pour Prestation supplémentaire éventuelle

Lieu d'exécution :

CIME Nanotech
Bâtiment BCAi – 1er niveau
Salle blanche
61 rue Felix Esclangon
38000 Grenoble

1.2 Type de marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il s'agit d'un marché à tranches passé en application des articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique.

1.3 Modalités de commande

La notification du marché et la décision d'affermissement d'une tranche valent commande.

La tranche optionnelle est un « accord-cadre à bons de commande » avec un maximum annuel de 15 000 € HT, soit un maximum, toutes périodes confondues, de 60 000 € H, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.4 Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la tranche optionnelle « Accord-cadre à bons de commande relatif à la maintenance de l'équipement de photolithographie et à la fourniture de pièces détachées », les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières (cadre de réponse financier, CRF ; et bordereau des prix unitaires, BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
- Le cadre de mémoire technique du titulaire et ses éventuelles annexes
- Les bons de commande au titre de la tranche optionnelle si celle-ci est affirmée.

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

3. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat (cf. article 22 du présent CCAP).

5. Durée et délais d'exécution

5.1 Tranche ferme

5.1.1 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa notification, soit à la date d'accusé réception des pièces contractuelles par le titulaire, et prend fin à l'issue de la période de garantie.

5.1.2 Délais d'exécution

Par dérogation aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG-FCS, les délais maximums d'exécution sont fixés comme suit et comme indiqué dans l'acte d'engagement :

Prestation	Délai maximum d'exécution	Faite par :
Livraison	Délai maximal de livraison de 4 mois à compter du début du marché.	Le titulaire du marché
Installation	1 mois maximum après la livraison	Le titulaire du marché
Mise en service	1 mois maximum à compter de l'installation	Le titulaire du marché
Formation	1 mois maximum à compter de la mise en service	Le titulaire du marché
Document attestant du bon déroulé de la mise en service et de la formation	À l'issue de la formation.	L'acheteur
Vérifications approfondies	Les vérifications approfondies sont effectuées dans un délai maximal de 1 mois à compter de la fin de la formation.	L'acheteur
Procès-verbal d'admission	À l'issue des opérations de vérifications approfondies.	L'acheteur
Garantie	12 mois à compter de l'admission.	Le titulaire du marché

Ces délais s'entendent **hors période de fermeture du CIME Nanotech** lorsqu'une intervention dans ses locaux est nécessaire à l'exécution des prestations.

5.1.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation des délais d'exécution peut également être accordée au titulaire pour une cause ne relevant pas de sa responsabilité et qui fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais initialement fixés.

Pour bénéficier d'une prolongation, le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels prévus et indique la durée de la prolongation souhaitée.

Toute demande doit parvenir à l'acheteur à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues et en tout état de cause **avant la date d'exécution initialement prévue**.

5.2 Tranche optionnelle

5.2.1 Durée du contrat

La tranche optionnelle est affermée dans un délai de 36 mois à compter de la date de notification du marché. Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne pourront être demandées par le titulaire en cas de non-affermissement de la tranche optionnelle.

L'exécution des prestations débute à compter de l'affermissement de la tranche optionnelle, c'est-à-dire à l'accusé réception par le titulaire de la décision d'affermissement.

5.2.2 Délais d'exécution

Les délais de livraison des fournitures ainsi que les modalités d'exécution relatives à la maintenance sont fixés dans la décision d'affermissement et conformément au présent CCAP et au CCTP.

5.2.3 Reconduction

La tranche optionnelle est conclue pour une période initiale d'1 an à compter de son affermissement. À l'issue de cette période, le contrat peut être reconduit par reconduction tacite par période d'1 an sans que la durée totale de l'accord-cadre, reconductions tacites comprises, n'excède 4 ans. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction.

La décision de non reconduction par l'acheteur est notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un mois avant la date d'échéance du contrat.

6. Prix

6.1 Modalités de variation des prix de la tranche ferme

6.1.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par l'application du prix global forfaitaire tel que fixé dans le cadre de réponse financier et l'acte d'engagement.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de dédouanement), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

L'acheteur utilise **l'incoterm multimodal DDP**.

6.1.2 Formule de variation des prix

Par dérogation à l'article 11.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date limite de remise des offres par le titulaire appelé « mois zéro ». Ainsi, le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques de ce « mois zéro ».

Si la présente procédure de passation donne lieu à une négociation, la date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Le prix est ferme et actualisable. Ainsi, si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la date de fixation du prix, celui-ci est actualisé selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I-3 / I_o)$$

Dans cette formule :

P = prix actualisé ;

P_o = prix fixé dans l'offre du titulaire ;

I_o = valeur de l'indice de prix en vigueur au mois d'établissement des prix ;

I-3 = valeur de l'indice de prix trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> est le suivant : **Identifiant 010534472 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - A38 CK, CPF 28 - Machines et équipements n.c.a. - Base 2015.**

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'indice correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

6.1.3 Règle d'arrondis

Après mise en œuvre de la formule, les prix actualisables sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondi par défaut)
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

6.2 Modalités de variation des prix de la tranche optionnelle

6.2.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de la décision d'affermissement par application de prix unitaires tels que fixés dans le bordereau des prix (BPU) du titulaire.

6.2.2 Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date limite de remise des offres par le titulaire appelé « mois zéro ». Ainsi, le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques de ce « mois zéro ».

Les prix unitaires sont révisés à chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = \text{Index}(n) / \text{Index}(n-1)$$

Ainsi le prix révisé est le suivant :

$$P(n) = P(n-1) \times Cn$$

avec :

Cn : coefficient d'actualisation.

P(n) : le prix révisé

P(n-1) : le prix lors la période précédente ; avec P(0) = le prix initial inscrit dans l'acte d'engagement

n : mois de révision des prestations.

Index (n) : valeur de l'index de référence au mois (n).

Index (n-1) : valeur de l'index de référence l'année précédente ; pour la première révision, l'Index (0) est la valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'indice de référence, publié sur le site Internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> est le suivant :
Identifiant 010764039 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - A38 CK, CPF 28 - Machines et équipements n.c.a. - Base 2021.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les prix ainsi obtenus sont fermes pour la période annuelle concernée.

6.2.3 Modalités d'application

L'application de la révision des prix de l'accord-cadre, conformément aux dispositions du présent article, s'applique selon les modalités suivantes :

- 1° Le titulaire procède à la révision de ses prix selon les stipulations de l'accord-cadre.
- 2° Il adresse par courriel à l'établissement ses pièces financières révisées, au plus tard un mois avant la date-anniversaire de la notification de l'accord-cadre.
- 3° L'acheteur vérifie la régularité des calculs opérés par le titulaire.
- 4° Les nouveaux prix révisés deviennent applicables à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

La transmission des pièces financières révisées incombe au titulaire

6.2.4 Règle d'arrondis

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondi par défaut)
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

6.2.5 Clause de sauvegarde

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure à 3%, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent contrat sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

7. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

8. Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Seule la tranche ferme est concernée par le présent article 8.

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes lorsque le montant initial de la tranche ferme est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution de celle-ci est supérieur à 2 mois ;

Le montant de l'avance est fixé à 30,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche ferme, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Aux fins du calcul du montant de l'avance prévu à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, la durée du marché s'entend comme ne prenant pas en compte la durée de la garantie.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche ferme, ou 60,00 % du montant du bon de commande émis au titre de la tranche optionnelle « accord-cadre à bons de commande ». Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9. Modalités de règlement des comptes

9.1 Échéancier de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Le règlement est effectué suivant les conditions ci-après.

9.1.1 Tranche ferme

	Paiement (%)	Point de déclenchement	Document exigé
Acompte n°1	20%	Livraison du matériel	Bon de livraison (impérativement daté et signé)

Acompte n°2	40%	Fin de la formation	PV de mise en service et de formation (impérativement daté et signé)
Solde	40%	Admission du matériel	Procès-verbal d'admission (impérativement daté et signé) Admission tacite lorsque le délai de 1 mois à compter de la fin de la formation est dépassé (cf. art. 3.1.2 du présent document)

9.1.2 Tranche optionnelle

1.1.1.1 Pour les prestations de maintenance

Le règlement des prestations de maintenance préventive est effectué sur la base de chaque bon de commande dans les conditions suivantes.

	Païement (%)	Point de déclenchement	Documents exigés
Solde	100%	L'émission d'un bon de commande « maintenance préventive d'un an »	Le règlement est effectué sur présentation d'une facture à échoir.

Le règlement des prestations d'intervention de maintenance curative est effectué sur la base de chaque bon de commande dans les conditions suivantes.

	Païement (%)	Point de déclenchement	Documents exigés
Solde	100%	Le service fait à la suite de l'intervention de maintenance curative	Le règlement est effectué sur présentation d'une facture à terme échu.

1.1.1.2 Pour les fournitures commandées

Le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après livraison des fournitures commandées.

	Païement (%)	Délai	Documents exigés
Solde	100%	30 jours à compter de la livraison des fournitures (service fait)	Le règlement est effectué sur présentation d'une facture.

9.2 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Conformément à l'article 11.8 du , lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du Code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités énoncées ci-dessous.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique via **Chorus pro** <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ; s'agissant de Grenoble INP – UGA, le numéro de SIRET qui identifie l'établissement comme le destinataire de la facture est le : **193 819 125 00017**

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° Le numéro de bon de commande financier issu du logiciel « SIFAC » : 10 chiffres commençant par 45 **45XXXXXXXX** ; dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement : **FACTURES1_AVEC_ENGAG** ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 30 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'admission des prestations dans le cas où la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date d'admission.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat pour la tranche ferme (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La tranche optionnelle s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

10.1 Adresse de livraison :

CIME Nanotech
Bâtiment BCAi – RDC Local A106 - atelier
61 rue Felix Esclangon
38000 GRENOBLE

10.2 Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de

consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

10.3 Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

10.4 Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

L'article 6 du CCTP détaille les modalités de livraison.

10.5 Formation du personnel :

Le titulaire assure la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations. La formation des utilisateurs est incluse dans l'offre et se fait sur le site du demandeur (cf. article 10 du CCTP)

11. Protection de l'environnement

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable (cf. article 12 du CCTP).

12. Constatation de l'exécution des prestations de la tranche ferme

12.1 Vérifications simples

L'acheteur effectue au moment même de la livraison, les opérations de vérification qualitatives et quantitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire.

12.2 Vérifications approfondies

Des vérifications approfondies sont effectuées dans un délai d'1 mois à compter de la fin de la formation, hors périodes de fermeture des locaux. Les modalités de vérifications sont précisées aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

L'attestation « Mise en service / Formation » (cf. art. 5.1.2 du présent CCAP) est le point de départ du délai relatif aux vérifications approfondies.

12.3 Décision après vérifications

À l'issue de chacune des opérations de vérifications (simples puis approfondies), l'acheteur prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Les prestations sont réputées être admises dans un délai d'1 mois à compter de la fin de la formation, sauf période de fermeture du CIME Nanotech (cf. art. 5.1.2 du présent CCAP).

Toutefois, les alinéas 2 et 3 de l'article 30.3 du CCAG-FCS relatif à la réfaction ne s'appliquent pas au présent marché.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'acheteur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

13. Constatation de l'exécution des prestations de la tranche optionnelle

La constatation de l'exécution des prestations exécutées par bon de commande se fait conformément au CCAG-FCS.

14. Garantie des prestations

Les prestations de la tranche ferme et de la tranche optionnelle font l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission pour la tranche ferme, et la date du début des prestations pour la tranche optionnelle.

Les modalités de garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Le chapitre 6 du CCAG-FCS s'applique.

16. Pénalités

16.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

16.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
-----------	------------	---------	------------

Pénalité relative à la gestion des déchets	Forfaitaire	200,00 €	La pénalité relative à la gestion des déchets s'applique en cas d'absence de transmission, suite à la demande de l'acheteur, des éléments attestant la traçabilité des déchets.
Pénalité pour non-respect de la protection des données à caractère personnel	Forfaitaire	500,00 €	/
Pénalité pour violation des obligations de sécurité	Forfaitaire	0,50 %	<p>En cas de non-respect des règles de sécurité, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.</p> <p>En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.</p>
Pénalité pour violation des obligations de confidentialité	Forfaitaire	2,00 %	<p>En cas de non-respect des règles de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.</p> <p>En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.</p>
Pénalité relative à la sous-traitance	Journalière	1,00 %	Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, en cas d'absence de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant HT du marché, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant HT du bon de commande concerné.

17. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18. Modification du contrat

18.1 Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr. De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr. Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

18.2 Évolutions réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

18.3 Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article

19. Résiliation du contrat

19.1 Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21. Dérogations

- L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG - FCS

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - FCS

- L'article 5.1.2 du CCAP déroge aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG - FCS
- L'article 5.1.3 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG – FCS
- L'article 6.1.2 du CCAP déroge à l'article 11.2.4 du CCAG – FCS
- L'article 6.2.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG - FCS
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - FCS
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - FCS
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG – FCS
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – FCS
- L'article 16.3 du CCAP déroge à l'article 3.6.3 du CCAG – FCS
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - FCS

ANNEXE RELATIVE À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET A L'OBLIGATION DE SÉCURISATION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de Grenoble INP-UGA

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

Coordonnées de la personne de contact : DPO@grenoble-inp.fr

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture suivante :

Acquisition d'un équipement de photolithographie double face compatible 6 pouces.

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble, pour la plateforme CIME Nanotech.

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées **l'acquisition d'un équipement de photolithographie double face compatible 6 pouces** dans les locaux de l'Institut polytechnique de Grenoble, pour la plateforme CIME Nanotech.

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble ainsi que celles des personnes désignées pour la plateforme CIME Nanotech.

Durée du contrat

La durée du contrat au titre de la tranche ferme est indiquée à l'article 5.1.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché ;

La durée du contrat au titre de la tranche optionnelle est indiquée à l'article 5.2.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché ;

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;

- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.